



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>102417</b>	<b>De M. Xavier Breton ( Les Républicains - Ain )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche		<b>Ministère attributaire</b> > Éducation nationale
<b>Rubrique</b> >enseignement	<b>Tête d'analyse</b> >politique de l'éducation	<b>Analyse</b> > réformes. conséquences.
Question publiée au JO le : <b>07/02/2017</b> Date de changement d'attribution : <b>18/05/2017</b> Question retirée le : <b>20/06/2017</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Xavier Breton appelle l'attention de Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le niveau de confiance des Français envers l'école de la République. Entre les mois de décembre 2012 et décembre 2016, le baromètre annuel de la confiance politique du CEVIPOF a enregistré une baisse de 7 points dans la confiance des Français dans l'école. Sur le dernier baromètre du CEVIPOF de janvier 2017, l'école est, avec les partis politiques, la seule institution à baisser et elle enregistre une forte baisse de 3 points. La situation actuelle est sans aucun doute liée à la défiance que suscitent les réformes que le Gouvernement a tenté d'impulser au cours de ce quinquennat : bouleversement des rythmes scolaires, fermeture de classes bilangues, baisse du niveau des programmes, suppression des bourses au mérite, diffusion de la théorie du genre, complexité inutile de la réforme du collège... Toutes ces réformes ont été décidées sans concertation et ont été imposées « par le haut » aux enseignants et à l'ensemble de la communauté éducative. Elles provoquent aussi de profonds mécontentements chez les parents d'élèves qui contestent la logique idéologique de l'égalitarisme et du « nivellement par le bas ». Aussi, il lui demande si le Gouvernement est conscient de l'impact négatif de ses réformes dans la baisse de confiance des Français dans l'école républicaine, alors que la confiance est une vertu cardinale de toute démocratie.